

Unité et Refondation(s) !

Présentée par Frédéric Léveillé, membre titulaire du Conseil national, Premier Secrétaire Fédéral de l'Orne, Charles Fiterman, ancien ministre d'Etat, Pascal Joseph, délégué national à la coordination, Hugues Manouvrier, membre titulaire du Conseil national, Premier Secrétaire Fédéral de la Savoie, George Paulangevin, députée de Paris

Résumé et plan de la contribution

Introduction : Après notre troisième défaite aux élections présidentielles depuis 1995 et notre quatrième défaite aux élections législatives depuis 1986, notre Parti est-il durablement appelé à être le rempart contre la droite aux élections intermédiaires et locales et un figurant à l'élection souveraine ?

I. Refonder l'utilité, l'unité et l'attractivité du Parti socialiste

A entendre les débats, la question à laquelle nous serions amenés à trancher serait : qui ne sera pas Premier Secrétaire !

1. Ni Dieu, ni César, ni tribun, mais Premier Secrétaire !

Une seule exigence doit donc prévaloir : élire en 2008 un(e) Premier(e) secrétaire capable de porter haut et fort la parole des socialistes.

2. Redevenir un parti ouvert et représentatif du mouvement de la société

Dans le Parti socialiste que nous devons refonder, les militants, les adhérents doivent occuper toute leur place.

3. L'unité, une grande question socialiste !

Notre unité, qui est au cœur de la famille socialiste depuis son existence, est en question.

II. Refonder la perspective socialiste et progressiste

La condition essentielle pour réussir en 2012, c'est d'être en capacité de rompre avec l'idéologie dominante.

1. Tenir bon face aux vents dominants !

Pénurie de ressources, pléthore de demandeurs, gestion de la rareté, une demande de « sacrifices », contribution individuelle de chacun à des problèmes collectifs.

2. Le socialisme est une idée neuve !

Ce que nous devons proposer, c'est un socialisme du 21ème siècle sans qu'il soit besoin de lui substituer ou de lui adjoindre une autre appellation.

3. Le réformisme est une grande ambition

Oui, la réforme doit aller jusqu'à mettre en cause les logiques dominantes du capitalisme financier mondialisé.

III. Refonder l'espoir pour les forces de la jeunesse, du travail et de la création

Adresser un signal fort au pays.

1. L'internationalisme, clef d'un nouveau rapport à la mondialisation

Le véritable socialisme est fondamentalement internationaliste, il ne peut se résoudre à la défense acharnée du prolétariat de nos régions à l'encontre de tous les autres.

2. Pour un socialisme européen

Pour construire une Europe plus juste et plus sociale demain, c'est au niveau européen que les forces progressistes devront s'organiser au lieu de tourner le dos à ce qui constitue la seule utopie mobilisatrice de notre temps.

3. Un nouvel modèle de développement durable, social et solidaire

Le développement durable, voici un terme à la mode utilisé à tous vents !

4. Le travail : le droit du pauvre est un mot creux !

Non, les 35 heures ne sont pas un « carcan », elles s'inscrivent d'abord dans le combat ininterrompu de la gauche pour libérer les hommes et les femmes de l'aliénation du travail.

5. Les retraites : dépenses ou ressources ?

Le courage et la réforme, ce n'est pas de considérer que nous fonctionnons dans un cadre fermé où l'emploi fuit la société et où les salaires fuient l'emploi, mais de s'attaquer aux causes structurelles afin de garantir et de développer notre système de retraites.

6. Le service public : pour de nouveaux critères de gestion

Si les critères de gestion d'une entreprise publique sont uniquement

de dégager de la rentabilité, comment empêcher les restructurations et les ouvertures de capital ?

7. Une société ouverte de la connaissance

Si le développement des technologies numériques et de l'Internet ouvre de fantastiques perspectives d'expression des libertés, celui-ci ne peut et ne doit se faire que dans un cadre démocratique.

8. Vivre en France, lorsqu'on est résident étranger, c'est aussi vivre en République

L'immigration est pour la droite aujourd'hui, ce qu'étaient hier les jeux du Cirque à Rome, un dérivatif aux angoisses populaires.

9. La Nation, un cadre émancipateur parce que républicain

Faire France, c'est donc prendre les gens pour ce qu'ils veulent vivre ensemble et non pour les ramener à une origine ou une identité partielle ou imaginaire.

10. Pour vivre ensemble : laïcité dans la Cité !

Relever deux défis, celui du conceptualisme, à savoir, les grandes envolées qui ne déboucheraient sur rien de concret et celui de l'empirisme, où toutes nos valeurs, nos concepts sont laminés à l'aune de la pratique.

11. Contre toutes les discriminations, l'égalité !

La lutte contre les discriminations doit être élevée au rang de grande cause nationale.

12. Renouveler la République !

Après près de douze ans de présidence désertée et un an de présidence agitée, la décrédibilisation de la vie publique est profonde.

13. Un grand mouvement de toute la gauche

Il s'agit de s'adresser d'abord à toutes les forces de gauche qui veulent prendre leurs responsabilités dans la gestion sans se limiter au ministère de la parole.

Conclusion : Appel au débat ! Venant d'horizons et de parcours différents, nous proposons une démarche ouverte, mais exigeante.

Unité et Refondation(s) !

Le 5 mai 1988, François Mitterrand était réélu Président de la République. 20 ans déjà. 20 ans après, aucun socialiste ne lui a succédé. Le 1er juin 1997, Lionel Jospin, à la tête de la gauche plurielle, gagnait les élections législatives. 10 ans déjà. 10 ans après, la gauche et les socialistes n'ont plus remporté ce scrutin. En mai 2007, malgré la campagne mobilisatrice de Ségolène Royal et en juin 2007, malgré le sursaut du second tour, le Parti socialiste et la gauche ont donc connu leur troisième défaite aux élections présidentielles et leur quatrième défaite aux élections législatives depuis 1986. **Aborder notre congrès de Reims ainsi, c'est poser la question de la perspective du Parti Socialiste : est-il durablement appelé à être le rempart contre la droite aux élections intermédiaires et locales et un figurant à l'élection souveraine ?**

Nous, militants socialistes, partageons un même devoir : réussir notre Congrès, c'est-à-dire faire en sorte que notre réflexion et nos décisions soient utiles au pays. Faute de cela, les lendemains pourraient s'avérer calamiteux. Qu'est-ce qu'un tel objectif implique ? **Définir les grandes orientations d'un projet politique pour la France, se doter d'une stratégie qui permette de construire un rassemblement majoritaire, désigner un ou une Premier(e) Secrétaire et une équipe à même d'animer la bataille pour avancer vers les objectifs fixés.** Ces trois tâches sont liées entre elles. Aucune des trois ne doit être renvoyée à plus tard.

Ni sacre, ni jeu de massacre, notre congrès de Reims doit décider, à tous les sens du terme, d'une direction ! Oui, le Parti Socialiste d'Epinal a épuisé sa force propulsive, comme le disait déjà Emilie Menou. Mais, oui aussi, **la question est de refonder le paradigme d'Epinal, à savoir la rencontre d'un outil politique, d'un projet progressiste, d'une stratégie d'alliance, de rassemblement et de mobilisation avec les problèmes et les attentes de notre pays et de notre temps.** C'est à cette question et à elle seule que veut s'atteler cette contribution générale que nous livrons aux militantes et militants socialistes, tant il est vrai, au-delà des analyses et des postures conjoncturelles ou personalistes que les questions de l'utilité du Parti Socialiste et de la pertinence du Socialisme français sont désormais posées.

Pour tout contact : www.capgps.net

I. Refonder l'utilité, l'unité et l'attractivité du Parti socialiste

A quoi sert un congrès ? Normalement, à choisir une orientation, une stratégie, une direction. Or, à entendre les débats, la question à laquelle nous serions amenés à trancher serait : qui ne sera pas Premier Secrétaire ! Imagine-t-on que de 2008 à 2011, on accroche sur la façade de Solférino, une banderole expliquant que le Parti Socialiste est fermé pour cause de rénovation ? Non ! C'est pourquoi, à rebours de la logique de notre calendrier de congrès, commençons par ce point, puisqu'il conditionne l'unité des socialistes.

Ni Dieu, ni César, ni tribun, mais Premier Secrétaire !

Poser clairement la question de la direction, en la liant à l'élaboration du projet, ce n'est pas faire allégeance à la présidentialisation de la vie politique. C'est au contraire vouloir résoudre sans attendre la question centrale qui nous est posée : celle de l'affirmation d'un parti rassemblé et ayant réuni toutes les conditions de la réussite de ses combats.

Il sera dès lors d'autant plus aisé de faire en 2011 le choix du meilleur candidat pour la présidentielle. En abordant d'entrée la question, nous voulons éviter deux écueils. Le premier qui consiste en ne choisissant pas, à ne pas nous donner les outils de l'offensive nécessaire face à la droite. Le second, en se fondant uniquement sur des choix tactiques de circonstance, à ne pas remettre tout le Parti, dans toutes ses composantes, au travail. Ni stratégie d'évitement ou d'attente, ni saut dans l'inconnu, le choix du Premier Secrétaire doit être l'expression d'une volonté clairement exprimée.

Que la désignation du candidat ou de la candidate à l'élection présidentielle de 2012 ne soit pas à l'ordre du jour, c'est l'évidence même.

On ne saurait en déduire qu'il faut a priori exclure la désignation comme Premier secrétaire d'un(e) candidat(e) potentiel(le) pour 2012. Exigence discriminante et au demeurant impraticable, car qui garantira que le postulant à la fonction de Premier secrétaire jurant aujourd'hui la main sur le cœur qu'il ne sera pas candidat en 2012 n'aura pas « oublié » sa promesse le moment venu, ou bien que le candidat présumé aujourd'hui partant pour 2012 sera bien choisi par les socialistes, voire par un corps électoral plus large, en 2011 ? De plus, comment un éventuel Premier secrétaire « modeste » pourra-t-il empêcher les candidats potentiels à l'élection présidentielle de privilégier leurs propres positionnements et leurs « écuries » ?

Trois ans de cacophonie face à un Président hyperactif et manœuvrier et à des forces prêtes à combler les vides ouverts par nos carences peuvent avoir des conséquences lourdes sur le paysage politique.

Une seule exigence doit donc prévaloir : élire en 2008 un(e) Premier(e) secrétaire capable de porter haut et fort la parole des socialistes, de rendre enfin audible les choix politiques faits lors du Congrès et de mettre en mouvement les forces qui permettront d'affronter avec succès les échéances électorales futures. Les épreuves de la vie seront utiles pour éclairer le choix de 2011.

Redevenir un parti ouvert et représentatif du mouvement de la société

Dans le Parti socialiste que nous devons refonder, les militants, les adhérents doivent occuper toute leur place. La dernière période a montré la difficulté de notre Parti à adapter ses modes et ses codes. Après le formidable mouvement d'adhésion, que n'a-t-on glosé sur les nouveaux adhérents que l'on n'a cessé d'appeler les « 20g » les mettant à part de nos conciliabules, au motif qu'ils n'en connaissent pas les rites. On les comprend en effet ! Nous avons manqué à une occasion, qui nous l'espérons ne doit pas s'éteindre, de brasser des milieux sociaux, des expériences professionnelles dont nous nous étions coupés. C'est pourquoi, nous devons remettre sur la table nos modes d'adhésion, d'organisation, de relations avec les milieux qui peuvent être en résonance avec nous.

En effet, trop souvent, le Parti socialiste se résume, dans son activité, à être un parti d'élus et d'aspirants à l'élection. Oui, nous nous réjouissons des derniers succès électoraux qui nous donnent des moyens de résister et d'agir pour les français. Mais, si les élus sont le socle de notre implantation, ils ne peuvent pas être les seuls producteurs de la pensée socialiste. Remarquons avec ironie que nous qui nous battons contre l'anomalie démocratique que représente le Sénat, nous venons de le reconstituer au sein de notre Parti avec le conseil des territoires ! S'il s'agit de donner plus de cohérence à nos actions locales pourquoi pas, s'il s'agit de conforter la primauté des élus dans un parti où ils sont déjà dominants, c'est plus discutable. Sauf à considérer que l'orientation socialiste n'est que la résultante des politiques locales là où au contraire, c'est l'orientation politique qui doit se déployer partout où les socialistes exercent le pouvoir ou souhaitent l'exercer. Au-delà, la question du renouvellement, du rajeunissement, bref de la rotation des responsabilités doit être repensée.

François Mitterrand disait dans les années 70 aux militantes féministes : « vous êtes les immigrées de l'intérieur ». Le long chemin engagé pour, dans la vie professionnelle et politique, inscrire la parité a été jalonné de luttes et de succès concrets. Mais, l'on se heurte encore à bien des verrous « culturels » au sein de notre propre Parti. Bien que les socialistes aient voté la loi sur la parité, il a tout de même fallu 7 ans pour le que PS applique la loi aux élections législatives. Le fait que nombre de femmes se soient retrouvées suppléantes aux cantonales montre l'ampleur du chemin à parcourir ! De même, la question de la diversité a été (mal) traitée. Cette orientation a été portée par l'ensemble de notre parti comme une exigence. Aux élections législatives, malgré l'opiniâtreté de la direction de notre Parti et la référence constante à la France métissée dans la campagne présidentielle, que nous voulons saluer avec force, constatons qu'une seule candidate a été élue et encore a-t-elle dû affronter une campagne dissidente sans précédent, dans les mots et dans les actes. Parfois, cette orientation s'est apparentée à une diversité choisie, notamment lors de la constitution des listes électorales : combien de fois n'a-t-on pas entendu dire : « j'ai une très belle liste, avec des noirs, des beurs, des chinois aussi ! ». Cette question a éveillé au sein de notre Parti des relents que nous ne pensions pas trouver chez des socialistes ! Elle devra donc être reposée dès ce congrès, car si notre Parti ne trouve pas de réponse, nous encouragerons alors les réflexes identitaires au sein même de notre organisation.

L'unité, une grande question socialiste !

Disons-le clairement, notre unité, qui est au cœur de la famille socialiste depuis son existence, est en question. Jaurès, Blum, Mitterrand ont pu tout à la fois être des leaders socialistes et voir leurs choix ou leurs orientations, âprement discutés dans le respect de nos règles car nul ne contestait leur légitimité à porter la parole commune. C'est ce sentiment qui s'est aujourd'hui estompé en raison de l'absence d'un projet politique global et rassembleur, conjugué à la présidentialisation et personnalisation à outrance du pouvoir. Du coup, on voit des socialistes se comporter comme des chefs de petits partis, uniquement préoccupés par l'objectif de réunir les conditions de leur investiture, poussant même leur démarche obsessionnelle jusqu'à ne pas respecter les décisions prises par les adhérents. Outre que cette situation est pour beaucoup dans la difficulté du parti à être audible, il y a péril pour notre unité. A n'y prendre pas garde, nous ferions retour avant 1905 !

Parallèlement, plaider pour la seule priorité aux idées est bel et bon. Encore faut-il que les dites idées ne traduisent pas simplement des postures à géométrie variable. Et comment crédibiliser un projet, le rendre pertinent, en finissant sur la question de savoir si on en prend ou non la responsabilité personnelle ou en se perdant dans des conciliabules obscurs ou des regroupements improbables dont le seul ciment est de renvoyer à plus tard les choix essentiels ? **Le Parti Socialiste doit redevenir le lieu certes où s'affrontent des orientations mais où se forge l'unité d'action vers l'extérieur et où s'affirme un(e) dirigeant(e) respecté(e), reconnu(e) et en charge du vivre ensemble et surtout du produire ensemble.**

Nous sommes par essence un parti de débat. Mais, reconnaissons que la culture du débat s'est perdue entre nous. Avant même de savoir ce que l'on pense, on nous demande avec qui on est et avant même de lire une contribution ou un texte socialiste, on s'interroge sur les signataires ! C'est aussi ce type de dérive dans nos comportements qui entretient le flou, la confusion et la cacophonie entre les socialistes et devant le pays. La synthèse qui était et reste l'art de faire vivre ensemble toutes les familles des socialistes en prenant le meilleur est devenue l'art de ne plus rien dire de clair. Non que nous plaidions pour la fin du rassemblement des socialistes qui est indispensable si nous voulons rassembler la gauche. Mais à la culture de la rupture, puis à celle du « ni-ni » sanctuarisée par François Mitterrand (ni nationalisation, ni privatisation) a succédé celle du « et-et » où toutes les options et toutes les pratiques se mêlent ensemble ! Il faut donc réapprendre à penser et à confronter. Les intellectuels, le mouvement associatif, les réseaux d'opinion sont indispensables, mais ils ne feront pas le travail à notre place et la compilation des pensées du moment ne remplacera pas un corpus de doctrine socialiste.

II. Refonder la perspective socialiste et progressiste

La condition essentielle pour réussir en 2012, c'est d'être en capacité de rompre avec l'idéologie dominante et avec l'idée qu'au fond, la droite au pouvoir et la gauche de gouvernement ne divergent que

sur les modalités ou les méthodes et pas sur les choix et les finalités. L'éloge de la modernité devrait même nous conduire à abandonner la perspective socialiste qui est d'exercer le pouvoir pour en transformer la nature et les effets. Cette stratégie là nous disqualifierait durablement comme force capable de porter une véritable alternative politique et de gouverner pour la mettre en œuvre.

Tenir bon face aux vents dominants !

La droite a choisi le chacun pour soi, c'est-à-dire le droit du plus fort d'écraser le plus faible au nom d'un soi-disant mérite. Elle a choisi la charité compassionnelle, dévoyant un sentiment respectable, pour le substituer à la solidarité respectueuse des individus et garante de leur liberté. Elle prône l'Etat minimum, c'est-à-dire l'Etat réduit au bâton du gendarme mis au service du libéralisme économique. Son choix, c'est celui d'une société d'inégalité, de souffrance, de violence, d'affrontements périlleux pour l'avenir national et la paix du monde.

Les ressorts idéologiques de la droite sont clairement assumés : pénurie de ressources, pléthore de demandeurs, ce qui justifie une gestion de la rareté, une demande de « sacrifices », une contribution individuelle de chacun à des problèmes collectifs. Ainsi, il y a trop d'étrangers et pas assez de travail, trop de malades et pas assez de ressources, trop de temps libéré et pas de pouvoir d'achat. Et quand cela ne suffit pas, la droite en revient à l'arme suprême : surveiller et punir ! Surveiller et punir les malades, les retraités, les pauvres, les jeunes... Mais à confondre les conséquences de l'évolution de la vie, on ne traite pas les questions essentielles et imprescriptibles : le travail, le droit des résidents, le pouvoir d'achat, le système de santé, la protection sociale...

C'est cette idéologie dominante qui nous dicte les réponses que nous devrions faire. Trop souvent, nous sommes sommés de nous déclarer « modernes », de nous « réformer », de faire repentance, d'avouer que nous n'avons pas travaillé, que nous n'avons « pas eu le courage de faire des réformes », de ne pas avoir parlé de sécurité, de la dette. Bref de ressembler à la caricature de nous-mêmes que nous renvoient nos adversaires. Et le pire est que nous y apportons parfois notre consentement. Si tous les dirigeants socialistes avaient passé autant de temps à travailler qu'à dire que le PS ne travaille pas, peut-être n'en serions-nous pas là ! Bref, nous serions réputés parfaits, modernes, enfin adaptés, le jour où nous ne serons plus socialistes ! Et quand bien nous ferions tout cela, on préférerait encore l'original à la copie.

Le socialisme est une idée neuve !

Ce que nous voulons est à l'opposé. Nous agissons pour de nouvelles avancées de l'émancipation humaine, pour une société de droit et de paix. Nous voulons mettre au cœur du contrat social la liberté assurée à chacun d'épanouir ses talents dans une vie choisie et nous disons clairement qu'un tel objectif demande à chacun de prendre sa part de l'action collective, de la solidarité sociale. C'est le rôle du politique de promouvoir cette solidarité, d'impulser cette action en veillant à ce qu'elle ne contredise pas mais serve au contraire la liberté de chacun. Les valeurs que porte cette ambition - la liberté et l'égalité, la justice et la solidarité, la fraternité - sont-elles passées de mode ? Nous ne le croyons pas.

Bien évidemment, le combat pour les valeurs ne doit pas ignorer les réalités. Chacun sait, nous le savons aussi, que la société et le monde ont profondément changé au cours des dernières décennies. Il nous faut donc redéfinir certaines de nos propositions et de nos méthodes pour qu'elles constituent une alternative politique crédible, mais les valeurs sur lesquelles elles se fondent et les buts qu'elles s'assignent demeurent.

L'expérience a déjà montré et démontre chaque jour la nocivité des choix de l'adversaire conservateur. Attention à ne pas lui emprunter des remèdes déjà usés alors que le 21^{ème} siècle invite à choisir des modèles de développement humain qui garantissent une croissance économique saine et durable en la liant étroitement au progrès social et à la gestion intelligente des ressources naturelles et de l'environnement, grâce à une maîtrise publique et sociale renouvelée et réaffirmée. L'efficacité de notre projet tiendra tout autant à l'ancrage dans nos valeurs qu'à leur traduction en un programme réaliste. **Ce que nous devons proposer, c'est un socialisme du 21^{ème} siècle, mais il s'agit bien d'un socialisme sans qu'il soit besoin de lui substituer ou de lui adjoindre une autre appellation.**

Le réformisme est une grande ambition

Avec sa nouvelle Déclaration de principes, notre parti s'affirme clairement réformiste. Dans la pratique, ce choix a déjà été fait il y a maintenant près d'un siècle, en 1920. Ce fut un choix judicieux. Mais la confrontation avec le parti communiste et parfois les jeux internes ont conduit à recourir pendant longtemps au vocabulaire révolutionnaire. Il est bon que notre texte fondamental de référence soit enfin mis en cohérence avec notre pratique. Pour autant, les rivages du réformisme sont vastes. S'il s'agissait de prendre en charge la mondialisation libérale en l'accommodant simplement avec quelques calmants sociaux, alors nous nous enfermerions dans une impasse car les échecs successifs de nombreux partis socialistes et sociaux-démocrates européens ont montré les limites de cette stratégie. Il y va de la survie de l'idée même de pouvoir changer les rapports de force.

En assimilant l'idée de réforme à la réalité d'une régression, la droite est en passe de réussir son pari idéologique : détourner les mots de leur sens pour ne qualifier au final qu'une seule politique : la sienne. Nous n'aurions pas eu le courage de faire des réformes ? Mais alors comment qualifier l'œuvre législative de la gauche au pouvoir et notamment les 35 heures, le CMU, l'APA, le PACS, le fond de réserve pour les retraites ? Non la gauche n'est pas laxiste, elle n'est pas dépensophile, ni étatolâtre. La gauche a un projet qui puise aux sources de son utopie fondatrice : libérer les hommes et les femmes des aliénations sociales, permettre et conforter l'émancipation de tous selon leurs besoins et non selon leurs moyens ; et pour cela, la gauche propose un outil : la contribution de tous à proportion de leurs moyens et leur rôle de régulation du collectif.

C'est pourquoi, notre Déclaration de principes précise que le Parti socialiste « porte un projet de transformation radicale ». Oui, la réforme doit aller jusqu'à mettre en cause les logiques dominantes du capitalisme financier mondialisé. Certes, c'est un vaste chantier du 21^{ème} siècle dont le succès ne dépend pas que de nous, et il faut le conduire en prenant appui sur une stratégie nationale adaptée. Mais il n'y a pas de bon cap pour qui ne sait pas où il va. Nous devons

proposer au pays un projet politique solide, novateur, porteur d'espoir.

III. Refonder l'espoir pour les forces de la jeunesse, du travail et de la création

Les grands traits, les grandes orientations de ce projet doivent émerger dès le prochain Congrès afin d'adresser un signal fort au pays. Il faut pour cela nous déterminer sur les questions essentielles qui interrogent, inquiètent ou angoissent nos concitoyens.

L'internationalisme, clef d'un nouveau rapport à la mondialisation

Nous sommes des internationalistes et avons toujours préconisé l'abaissement des frontières, le développement des échanges de toute nature, le rapprochement des peuples et la coopération des nations. La mondialisation porte à cet égard des potentialités que nous ne pouvons pas ignorer. Mais cette mondialisation est pervertie car elle a pour ligne directrice le libéralisme économique et se décline en concurrence exacerbée par la déréglementation à tout va, le credo de l'abaissement des « coûts salariaux » et de la réduction des dépenses publiques et des protections sociales, tout cela générant des inégalités criantes et une nouvelle pauvreté de masse. Parce que le véritable socialisme est fondamentalement internationaliste, il ne peut se résoudre à la défense acharnée du prolétariat de nos régions à l'encontre de tous les autres. Le socialisme c'est la défense des humiliés et des offensés d'ici et d'ailleurs, contre de grands intérêts capitalistiques qui eux sont organisés à l'échelle internationale et mondialisés, face aux pays pauvres du Tiers monde, voire ce qui est plus délicat face aux pays émergents. Les efforts déployés par les pays de l'OCDE pour soutenir leurs agricultures, quitte à contribuer à ruiner celles des pays en développement y compris ceux qui sont censés bénéficier de l'Aide Internationale au développement sont considérables et doivent faire l'objet d'une évaluation.

A l'heure où des émeutes de la faim secouent de nombreux pays, il faut certes faire la part des responsabilités propres de leurs gouvernants ou des conflits qui les ravagent trop souvent, mais on ne saurait ignorer les orientations souvent hasardeuses impulsées par des experts internationaux, voire sous la férule de grandes organisations internationales pour substituer des cultures d'exportation aux cultures vivrières, et des plans d'orthodoxie budgétaire qui contribuent à paupériser encore les populations. Les socialistes ne sauraient se satisfaire d'un tel accroissement des inégalités à l'échelle de la planète. Leur volonté doit être clairement de rétablir l'aide au développement au niveau des engagements pris dans les Objectifs du Millénaire, de réorienter celle-ci vers l'autosuffisance alimentaire des populations. La coopération devra s'appuyer sur des opérations en co-développement ou en coopération décentralisée qui soient montées le plus possible en liaison étroite avec les bénéficiaires de l'aide, au plus près du terrain. Elle utilisera au mieux les compétences des diasporas, en permettant aux immigrés ou binationaux qui le souhaitent de consacrer une partie de leur durée annuelle de travail à exercer en détachement dans le pays d'origine de leur famille. Les programmes actuels de compte épargne développement seront

abondés d'une prime versée par l'Etat d'un montant suffisant pour les rendre attractif. Par ailleurs, les organismes de micro crédit seront encouragés, notamment en défiscalisant les concours que les particuliers leur apporteront ou en permettant d'y consacrer leur ISF.

Parce que nous contestons les choix actuels qui ne sont pas inéluctables, nous devons avancer plus fortement des solutions alternatives comme la maîtrise et la sanction des mouvements spéculatifs ; la mise en cause déterminée des « paradis fiscaux » ; de nouvelles institutions mondiales régulatrices en matière financière et monétaire ; un développement économique qui valorise les atouts et les besoins de chaque pays, raccourcisse à cet effet les circuits de production et de distribution, tende à établir des échanges régionaux et mondiaux équitables, équilibrés, leur associe des critères sociaux et environnementaux de plus en plus stricts.

En bref, il s'agit d'aller vers un nouveau partage de la valeur entre le capital et le travail lié à un nouveau rapport avec la nature, en commençant par s'attacher à faire de cette démarche celle de l'Union européenne, qui pourrait ainsi trouver un nouveau sens dans le monde et se réconcilier avec les peuples qui la composent.

Pour un socialisme européen

Trop souvent dans les débats sur l'Europe, l'idéal qui est le fondement même de celle-ci s'estompe. Il n'est donc pas surprenant que les peuples se détournent de ce qui n'est plus une aventure, un espace pacifique et une harmonisation consensuelle mais qui se limite trop souvent à des querelles juridiques voire épicuriennes. Pour lutter contre les employeurs et les exploités, les ouvriers et les salariés se sont organisés précédemment sur une conscience de classe. **Pour construire une Europe plus juste et plus sociale demain, c'est au niveau européen que les forces progressistes devront s'organiser au lieu de tourner le dos à ce qui constitue la seule utopie mobilisatrice de notre temps.**

Il convient donc d'essayer de bâtir l'Europe, en n'ignorant pas nos intérêts nationaux mais en constituant des réseaux solidaires avec les classes populaires et modestes des autres pays contre les puissances d'argent. Il est surprenant de voir le nationalisme, voire l'esprit de clocher ressurgir de manière inattendue dans les propos d'un certain nombre de dirigeants quand il s'agit de la construction européenne.

Les débats sur le traité Européen ont été marqués parfois par des accents quasiment cocardiens comme s'il s'agissait exclusivement de défendre notre mode de vie, voire notre niveau de vie contre des peuples voisins arriérés dont forcément les approches sur des questions communes ne pouvaient qu'être erronées ou rétrogrades. Difficile dans ces conditions d'aborder de manière positive la confrontation inévitable sur nombre de sujets qu'entraîne la construction européenne.

En effet, au regard de la mondialisation et des enjeux liés au développement durable, la construction d'une stratégie européenne est essentielle. Tous les socialistes sont européens, tous ont compris que les réponses structurantes de notre avenir dépendaient de la construction Européenne. Mais cela ne suffit pas à définir un projet européen progressiste. Nous devons dénoncer une marche en avant, sans les peuples, qui privilégie la mise en place d'un grand marché libéral au détriment des avancées sociales et solidaires fondatrices de

toutes les démocraties européennes. Le vide institutionnel dans lequel nous demeurons devra bien être dépassé, d'une manière ou d'une autre si nous voulons conforter une citoyenneté européenne et affirmer, avec force, à destination de l'ensemble des habitants de la planète, les valeurs humanistes et démocratiques du projet européen. L'Europe doit pouvoir exister et s'exprimer au nom de tous, tout en respectant les différences et l'identité de ses composantes nationales.

Nous devons donc, au-delà des constructions institutionnelles ou lexicales (confédération, fédération), poser comme piliers, la démocratie et le progrès social. Dès lors que nous nous mettrons en capacité de faire partager au plus grand nombre ces valeurs fondatrices et universelles, qui ne peuvent s'arrêter aux seules frontières géographiques de notre continent, **c'est ainsi que nous redonnerons une envie d'Europe.**

Un nouvel modèle de développement durable, social et solidaire

Le développement durable, voici un terme à la mode utilisé à tous vents ! Tout doit être « développement durable », y compris les produits ou les choix qui s'y opposent le plus. Le plus important aujourd'hui est de savoir définir les enjeux et surtout la mise en place réelle d'une politique de développement durable qui ne peut ni s'accorder avec le libéralisme économique ni se résumer à un éloge simplifié de la décroissance.

Le débat idéologique doit être mené au fond des choses. Le développement durable n'est ni une idée à la mode, ni le culte de la nature perdue, ni une nouvelle incarnation de la peur millénariste et de la finitude du monde, ni l'incitation à remettre en cause le droit des peuples et des individus notamment les plus pauvres, à croître et prospérer.

Si les socialistes ne peuvent que soutenir une véritable politique de développement durable, celle-ci portée notamment par les pays et systèmes les plus pollueurs et dévoreurs d'énergies rares ne doit pas s'assimiler à un néo-colonialisme mondialisé ou une incitation à ne voir de durable au nord que l'économie et au sud que la pauvreté ! C'est pourquoi, il s'agit bien de changer d'abord et surtout le paradigme économique de l'hyper croissance et de l'hyper dépense, de poser l'invention de nouvelles solidarités mondiales et donc de savoir allier développement économique, développement social et développement solidaire.

Le travail : le droit du pauvre est un mot creux !

Nous devons tout faire pour démasquer la duperie sarkozienne du « travailler plus pour gagner plus ». Où est la sincérité d'un tel slogan quand travailler plus se conjugue avec perte de pouvoir d'achat, quand le détricotage rageur des 35 heures s'accompagne du développement du travail précaire et à temps partiel ? Non, les 35 heures ne sont pas un « carcan », elles s'inscrivent d'abord dans le combat ininterrompu de la gauche pour libérer les hommes et les femmes de l'aliénation du travail. En revanche, on peut et on doit dire que nous n'avons pas pu ou su poser la question de l'aménagement du temps de travail, de l'organisation globale du travail. C'est ce champ que

nous devons rouvrir, par la négociation et en mobilisant toutes les nouvelles manières de produire et de créer.

Les 35 heures ont-elles été cause de la baisse du pouvoir d'achat ? Nous ne le croyons pas ! Bien au contraire, elles ont permis de faire affleurer toutes les heures « grises ou noires », de sanctuariser souvent ces rémunérations. En revanche, les 35 heures ont donné l'impression d'offrir du temps à bien des salariés qui voulaient aussi de l'argent. Et notre frontière reste la même, la question du pouvoir d'achat. Il faut donc du temps et de l'argent, car **à rentrer dans l'alternative qu'impose la droite, c'est sur les deux tableaux que les salariés y perdront !**

C'est nous qui devons être les champions de la revalorisation du travail. Nous sommes convaincus que le travail doit être pour chaque citoyen un moment ou un lieu d'épanouissement. Pour cela il faut une juste rétribution, une organisation plus respectueuse de la vie du travailleur, plus démocratique au sein du lieu de travail, et orienter son utilité vers des besoins humains qui donnent du sens. Nous devons combattre le sacro-saint « retour sur fonds propres », l'allègement des contributions générales au profit du capital improductif, le développement des stock-options, en un mot les mécanismes cyniques qui encouragent l'argent vite et souvent mal gagné.

Les retraites : dépenses ou ressources ?

Outre qu'il est indécent d'entendre et de laisser dire que la gauche n'aurait rien fait, nous devons poser les termes d'une alternative à la droite. Que dit la droite ? Que l'allongement de la durée de la vie, que l'âge légal de la retraite sont des causes du déficit et impliquent donc d'allonger la durée des cotisations ! Bref, travailler plus pour vivre moins ! Et que demande-t-on à la gauche ? D'avoir le « courage » ou l'impuissance de valider ce postulat ! Bref, de ne discuter que des modalités ! **Nous proposons de discuter ce postulat et de le remettre en cause.**

La première ressource, en effet, c'est de retrouver l'emploi et la croissance, sauf à valider une vision mécanique et statique de l'activité. La seconde ressource consiste aussi à combler le déficit démographique et économique, soit par un soutien social à une politique de la natalité, soit par l'ouverture à l'accueil de nouvelles populations immigrées. La droite fuit ses responsabilités en ne s'attaquant pas d'abord au développement des activités protectrices du niveau de vie et productrices de richesses. **Le courage et la réforme, ce n'est pas de considérer que nous fonctionnons dans un cadre fermé où l'emploi fuit la société et où les salaires fuient l'emploi, mais de s'attaquer aux causes structurelles afin de garantir et de développer notre système de retraites.**

En effet, nous devons être fiers que la durée de vie s'allonge. Oui, nous sommes également fiers que l'on puisse faire valoir ses droits. Oui, cela nous crée des obligations de financement, mais pas au détriment de la perspective de notre projet social. D'autant que le phénomène de paupérisation touche désormais les retraités, obligés de chercher des petits boulots ou de faire les poubelles dans une France moderne ! C'est pourquoi, tout doit être mis sur la table, bien sûr la pénibilité, un mode de calcul nouveau des éléments contribuant à la retraite en y intégrant toutes les activités de la vie, le niveau des retraites afin de corriger les inégalités liées aux salaires, et surtout la

recherche de recettes nouvelles, en faisant contribuer à la défense, à la prospérité et au développement de notre projet social, plus valeurs et richesses immatérielles notamment...

Service public : pour de nouveaux critères de gestion

La qualité des équipements et des services publics constitue un facteur essentiel de compétitivité et d'attractivité de l'économie d'un pays, sans parler de sa dimension sociale et humaine. Bien sûr, il faut adapter leur organisation, leurs finalités, leur fonctionnement aux besoins actuels des individus chacun pris à part et de la société dans son ensemble. **Les formes de la maîtrise publique et/ou sociale ont besoin d'être aujourd'hui beaucoup plus diversifiées qu'hier.**

Ajustons et avançons nos propositions dans chaque domaine. Cela donnera d'autant plus de force à notre net refus du démantèlement en cours. En effet, trop souvent, nous confondons le statut juridique des services et entreprises publiques avec leurs finalités. Nous avons eu de nombreux débats sur le contour de l'actionnariat public, mais peu sur les critères de gestion. Or, c'est bien eux qui sont déterminants, si nous voulons répondre à la mission essentielle du service public, à savoir garantir et développer l'accès de tous aux biens et services essentiels. Si les critères de gestion d'une entreprise publique sont uniquement de dégager de la rentabilité, comment empêcher les restructurations et les ouvertures de capital ?

C'est pourquoi, nous plaçons d'abord pour la définition des biens ou services qui par nature doivent garantir l'accès égal de tous ; ensuite pour la définition d'une charte publique de critères de gestion qui parte d'abord de l'utilisateur, de ses besoins, des territoires pour un développement solidaire ; enfin d'une stratégie de financement de la commande publique qui n'exclut aucune forme de recherche de ressources nouvelles.

Une société ouverte de la connaissance

Le 20 Avril 2007, dans Le Journal du Net, Nicolas Sarkozy avait pris un certain nombre d'engagements ayant trait à l'économie numérique lors de la campagne présidentielle (36 au total). Force est de constater, un an après, que bon nombre de ces engagements ont rejoint les limbes, voire prennent une tournure inquiétante : ainsi le projet de « riposte graduée », celui de décret visant à étendre les obligations en matière de rétention des données de connexion, ou la création du passeport biométrique, malgré l'avis défavorable de la CNIL. Face à ce constat, où en sommes-nous, nous socialistes ?

Il est paradoxal de constater que le Parti Socialiste, conscient dès 1992 de l'impact qu'aurait la « Révolution informationnelle » (Congrès de l'Arche), ait mis autant de temps à intégrer ces enjeux dans sa réflexion et son logiciel. Pourtant, les socialistes ont pris depuis de nombreuses initiatives allant dans le sens d'une prise en considération croissante de l'importance du numérique dans notre société sous le gouvernement de Lionel Jospin ou par l'intermédiaire des députés européens socialistes qui ont lutté contre la brevetabilité des logiciels.

Conscients des enjeux stratégiques évidents du numérique, tant sur

le plan économique que sociétal, nous ne devons pas laisser de côté cet espace, car, si le développement des technologies numériques et de l'Internet ouvre de fantastiques perspectives en termes d'accès et de diffusion de la connaissance, d'expression des libertés, celui-ci ne peut et ne doit se faire que dans un cadre démocratique, et les pouvoirs publics ont la responsabilité de garantir ce cadre. Aussi nous semble-t-il essentiel que les socialistes affirment leur volonté de promouvoir cette société de la connaissance ouverte, notamment en misant sur les standards ouverts, l'interopérabilité, sur l'emploi des logiciels libres, des outils coopératifs, et certainement pas en établissant un partenariat privilégié avec un éditeur, exclusivement... Enjeux politiques, sociétaux, économiques et culturels, le numérique est un espace que les socialistes doivent occuper, comprendre et maîtriser pour le faire évoluer dans un sens ouvert et démocratique. Au-delà, rappelons encore une fois le rôle essentiel des investissements dans la recherche et le développement pour redynamiser l'économie, et de ce fait restreindre les crédits alloués aux institutions de recherche, comme le fait l'actuel gouvernement, s'avère être économiquement une aberration.

Vivre en France, c'est aussi vivre en République lorsqu'on est résident étranger

L'immigration est pour la droite aujourd'hui, ce qu'étaient hier les jeux du Cirque à Rome, un dérivatif aux angoisses populaires. Politique du chiffre, stigmatisation, climat de peur, jamais autant le cynisme de la droite n'aura été à l'oeuvre. Disons le tout net : l'immigration en France n'est ni un risque, ni une chance, c'est un fait ! Tant qu'entre un coté de la Méditerranée et l'autre, les écarts de richesse seront de 1 à 10, il est illusoire de vouloir contrôler l'immigration par des murs ou des barbelés. Au moment où la France, à l'occasion de la Présidence française de l'Union, souhaite exporter en Europe la « sarkozysation » des esprits, c'est le devoir de la gauche française et européenne de le dire et de l'assumer.

Nous devons défendre le droit des gens en ce qu'il engage la responsabilité de la République et de celles et ceux qui séjournent sur le territoire national. Nos lois plutôt que de créer du droit ont créé du non droit. Il convient donc de sortir de l'impasse dans laquelle des étrangers « sans papiers » résidant depuis longtemps en France sont placés. Il ne s'agit pas ici de « générosité » ou de laxisme, mais de réintégrer dans le droit ceux qui sont de fait condamné à vivre durablement dans la clandestinité. C'est pourquoi, la gauche doit s'engager sur une politique de régularisation sur critères objectifs : ancienneté, attestation de travail, lien familial. D'autres droits doivent être confortés : le droit au séjour pour raisons de santé, les droits individuels, en substituant aux mécanismes actuels de la rétention administrative, une politique respectueuse du droit de la personne.

En effet, l'immigré, c'est d'abord un arrivant, un résident et compte tenu de sa participation économique et sociale à la vie de la Cité, un citoyen. La gauche doit s'engager pour les résidents étrangers légaux à promouvoir une citoyenneté européenne de résidence permettant le droit à la libre circulation dans le territoire de l'Union, le droit de vote aux élections municipales et européennes dans tous les Etats de l'Union. Il s'agit ainsi de mettre un terme à la hiérarchisation de la citoyenneté entre résidents de l'Union, en fonction de l'état de la législation nationale. L'heure est donc à la pédagogie active dans

l'opinion autour de cette orientation, en montrant que les étrangers vivant et travaillant en France contribuent à la richesse de notre pays par leur travail ou leurs contributions. C'est une juste contrepartie que celui qui contribue aux moyens de la collectivité puisse en décider de l'affectation.

La Nation, un cadre émancipateur parce que républicain

Nicolas Sarkozy et la droite prétendent avoir fait de la Nation un cadre protecteur. Il s'agit de notre point de vue d'une mystification, car si effectivement, la Nation est citée dans bien des discours, elle est en fait congédiée au profit d'un alignement idéologique et économique qui instruit le démantèlement du cadre social. La droite a une vision communautariste de la Nation, puisque ce terme lui sert à isoler, à fragmenter, voire à opposer des catégories entre elles et en même temps à réunir dans un même concept des réalités politiques contradictoires : les 40 rois qui ont fait la France et Guy Môquet, pour faire court !

Parce que la droite n'est forte que des territoires que nous avons abandonnés, rappelons un texte fondateur, l'article 4 de la Constitution de l'an I : « - Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; - Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - Y vit de son travail - Ou acquiert une propriété - Ou épouse une Française - Ou adopte un enfant - Ou nourrit un vieillard ; - Tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité - Est admis à l'exercice des Droits de citoyen français. » !

Faire France, c'est donc prendre les gens pour ce qu'ils veulent vivre ensemble et non pour les ramener à une origine ou une identité partielle ou imaginaire. C'est ainsi que naît le communautarisme ou le racisme quand on veut définir les gens ou les groupes par une origine. Etre Français, c'est un chemin en avant avec d'autres et non un retour à un « soi » souvent reconstruit. Etre Français, ce n'est la revendication d'une origine, mais le choix d'un projet et d'une promesse d'égalité. La France d'aujourd'hui, c'est une France où se mêlent les parcours, les histoires, les origines. Pourtant, la France, riche de sa pluralité, ne parvient pas ou plus à briser les frontières invisibles qui séparent les individus que ce soit en fonction de critères territoriaux, de la couleur de la peau, de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'âge.

S'il est exact que les « minorités visibles » qu'elles soient sociales ou d'origine souffrent d'un « déficit de représentation » dans la société, il reste à interroger le fait qu'elles soient des minorités et non des parties intégrantes de la nation et que leur visibilité soit plutôt le fait de différences perceptibles à l'œil nu. Si être « français », c'est être blanc ou de culture catholique, on ne s'étonnera pas que ceux qui ne se reconnaissent pas dans ce panel cherchent d'autres moyens d'exister.

Et s'il est vrai que sur les frontons des mairies et dans nos textes, nous affichons de grandes valeurs de Liberté, d'Egalité et de Fraternité, la réalité de la vie quotidienne montre un écart palpable, notamment pour les couches populaires, qu'il s'agisse de l'égalité d'accès aux soins, à la culture, aux transports, au logement, au savoir... La République paye aujourd'hui l'absence de réforme en matière d'ouverture des voies de l'excellence à la diversité sociale et des

parcours. Il faudra donc favoriser la variété géographique et sociale des parcours pour lutter contre l'unicité quasi hermétique du recrutement de nos grandes écoles et le modèle unique qu'elles diffusent. C'est donc la question du contenu et des politiques qu'il faut interroger pour réhabiliter l'idée de Nation. En ajoutant qu'il n'y a là rien de contradictoire avec une volonté européenne qui permettrait à la France d'apporter à ce grand objectif une contribution originale conforme à son génie propre. Telles sont les questions à résoudre pour redonner force et vigueur à la notion de République. Aux yeux du plus grand nombre, il doit être clair que s'il y a en France un parti du mouvement, du changement et de l'émancipation, c'est le nôtre !

Pour vivre ensemble : laïcité dans la Cité !

Promouvoir la laïcité ne consiste pas à stigmatiser telle ou telle religion mais tous les obscurantismes, sans oublier que nombre d'attitudes ou de croyances aujourd'hui généralement vilipendées faisaient partie des dogmes fondamentaux de notre société il y a peu. On peut se demander parfois si l'accent mis avec insistance sur une vision mal comprise de la laïcité qui cache au fond l'impensé des racines « gaulo-catholiques » de notre pays, ne sert pas, même inconsciemment, à masquer une forme d'intolérance à d'autres cultures ou à d'autres religions, notamment une crainte presque phobique de l'islam.

De même, l'invocation du communautarisme, que chacun est d'accord pour condamner comme le mal absolu à éviter mais dont la définition réelle est encore floue, peut servir de manière négative à contrer des revendications ou des démarches tendant légitimement à lutter contre une discrimination ou à la dénoncer. La dénonciation du communautarisme peut ainsi servir à disqualifier les réseaux ou les solidarités dont disposent ceux qui justement n'en ont guère dans notre société. Si nous voulons que la laïcité ne soit pas vécue comme un principe de rejet des particularités, mais comme un facteur de reconnaissance et de promotion de l'égalité, il nous faut décliner concrètement la laïcité dans la Cité.

Sur ce point, nos difficultés ne proviennent pas de nos désaccords conceptuels mais de l'écart entre nos proclamations et les politiques que nous conduisons parfois. Ainsi, on peut être à la fois pour la laïcité en principe et justifier par la situation locale des entorses à la neutralité de l'espace public (créneaux dans les piscines, horaires adaptés...) ! Nous devons donc relever deux défis, celui du conceptualisme, à savoir, les grandes envolées où sur les références, les concepts, nous pourrions être d'accord, mais qui ne déboucheraient sur rien de concret et le défi de l'empirisme, où toutes nos valeurs, nos concepts sont laminés à l'aune de la pratique. C'est ce type de grand écart qui nous rend illisibles et inaudibles.

Etre laïque, c'est dire que la seule appartenance qui ait droit de cité, ce n'est pas celle des textes importés, des pratiques imposées, du poids de l'opinion, de l'injonction sociale, ou plutôt « socio-culturelle ».

Dans cet esprit, pour nous socialistes, la laïcité n'est pas qu'une valeur. Elle est le principe d'organisation de notre République qui met au cœur de son projet la liberté absolue de conscience, le respect de la liberté de croire comme de ne pas croire, la stricte séparation entre la sphère privée et la sphère publique, l'égalité des droits et des de-

voirs, la protection de l'espace public contre tout intérêt privé qu'il soit confessionnel ou marchand. C'est pourquoi, nous devons proposer clairement un vivre ensemble où chacun peut être soi dans le respect des autres. Ce qui revient à faire de l'Etat républicain et de la laïcité des instruments modernes du progrès social et humain. Nous avons à proposer aux Français un discours positif sur le progrès, optimiste sur les évolutions possibles de la société et confiant dans notre avenir.

Contre toutes les discriminations, l'égalité !

Etre socialiste, c'est considérer plus que jamais le respect, voire l'approfondissement des droits de la personne humaine comme une valeur fondamentale, primordiale et intangible. Dans notre société inquiète devant les changements, qui s'est détachée de repères traditionnels, éclatée entre appartenances culturelles, culturelles, sociales antagonistes, l'aspiration à l'égalité joue un rôle primordial. Au-delà des sentiments de solidarité nés du quartier, des origines, des histoires familiales différentes voire opposées, le sentiment de cohésion de la société toute entière ne peut être développé que par la conscience d'avoir à bâtir un avenir commun sur un strict pied d'égalité. La lutte contre la discrimination doit être élevée au rang de grande cause nationale, à la condition, pour qu'elle soit efficace, qu'elle soit assortie de sanctions réelles.

En effet, contrairement à d'autres domaines touchant les inégalités de revenus ou sociales, pour lesquels les socialistes estiment utiles de mener des actions correctrices, la droite, voire la gauche se montrent frileuses pour accepter de mener résolument la lutte contre les discriminations craignant ce faisant de changer le modèle républicain auquel nous sommes pourtant tous attachés.

La France a ainsi refusé de transcrire en droit interne la nécessité de mener des actions déterminées pour lutter contre les discriminations de toutes natures. Nous estimons utile de transcrire intégralement les directives européennes et de s'appuyer sur elles pour faire vivre réellement le pluralisme et le métissage de notre pays aujourd'hui.

Ce qui menace aujourd'hui le pacte républicain dans notre pays, c'est le sentiment trop souvent répandu qu'il fait l'impasse sur des injustices ou des inégalités réelles et qu'il est indifférent au sentiment d'injustice et d'exclusion que ressentent trop de jeunes dans les quartiers où ils sont relégués, qu'il est parfois aussi à géométrie variable selon la personne à laquelle il s'applique.

Un gouvernement et des collectivités territoriales socialistes devront donc s'engager à tenir compte dans les politiques menées par eux et notamment dans les marchés attribués, des efforts effectués par les entreprises candidates pour améliorer la diversité dans leur personnel et surtout dans leur encadrement. C'est la raison pour laquelle le dynamisme dans la lutte contre la discrimination pourra constituer un atout pour l'attribution d'un marché à l'instar des clauses sociales ou environnementales insérées dans nombre de marchés. Sur le plan des sanctions, il semble tout aussi indispensable de décider qu'une infraction aux règles limpides sur l'embauche de personnes de toutes origines dans notre pays devrait être réprimée, si elle est avérée, par une peine complémentaire interdisant l'accès aux marchés publics de toute nature à une entreprise travaillant avec l'Etat ou les collectivités territoriales.

Renouveler la République !

Après près de douze ans de présidence désertée et un an de présidence agitée, la décrédibilisation de la vie publique est profonde. **Il ne faut pas s'y tromper, la crise politique, ou plus précisément le fossé qui s'est creusé entre la nation et sa représentation politique, n'est pas derrière mais devant nous !** Le regain de mobilisation enregistré lors de la dernière élection présidentielle est déjà retombé et peut, avec les désillusions prévisibles, être suivi de dérives dangereuses. Nous avons le devoir de promouvoir une véritable rénovation de la démocratie française, des institutions et des pratiques politiques. Il est temps de mesurer l'ampleur du piège que constituent pour la gauche la dérive présidentielle des institutions et la personnalisation à outrance du pouvoir qui l'accompagne. La défaite de 2007 n'est pas survenue comme un orage dans un ciel sans nuages. Huit présidentielles sous la Vème République, deux victoires pour la gauche (avec le même candidat !) ; quatorze ans de présidence de gauche et bientôt trente trois pour la droite.

Non, la figure du sauveur suprême, du père protecteur de la nation, le bonapartisme fut-il modernisé avec les médias, ne sont pas des valeurs de gauche. Bien sûr, il faut être réaliste, ce qui veut dire aussi proposer du neuf pour gagner. Par exemple, un véritable et nouvel équilibre des pouvoirs avec un Président disposant de prérogatives significatives et élu au suffrage universel, un Premier Ministre seul chef de l'exécutif et un Parlement contrôlant celui-ci et légiférant, avec une légitimité renforcée par des modes d'élection des députés et sénateurs alliant justice et efficacité. Un tel équilibre enlèverait de l'attrait aux « écuries présidentielles », permettrait une répartition plus démocratique et efficace des pouvoirs. Elle doit se prolonger par des mesures qui assurent une participation beaucoup plus large à la vie politique et aux responsabilités de celles et ceux qui le souhaitent, à commencer par le non cumul des mandats électoraux, notamment pour ce qui concerne les fonctions exécutives.

Pour cela, les conditions égales d'accès aux fonctions électives doivent être garanties. C'est dans ce sens que la question récurrente du « statut de l'élu » que nous préférons appeler le droit des citoyens à exercer un mandat. Comment leur permettre d'être élu, qu'ils viennent du public, du privé, qu'ils soient actifs, retraités ou chômeurs sans que l'exercice d'un mandat soit pénalisant pour leur vie professionnelle en cours ou pour le retour à une activité ? Ne faut-il pas penser, sur le modèle de la délégation syndicale, un système prenant en compte le déroulement de carrière, le maintien éventuel d'une rémunération complémentaire, le retour à l'emploi, la protection sociale, le droit à la formation et la validation des expériences électives ? Cette question est fondamentale si nous voulons organiser un renouvellement de l'élite démocratique.

Un grand mouvement de toute la gauche

Remettre le Parti socialiste en ordre de marche, avec une direction et une orientation radicalement réformatrice aidera grandement à qualifier la gauche mais n'y suffira pas. En effet, le projet de bâtir une

grande force politique capable de rassembler plus de 30% de l'électorat est encore loin de nous, mais quand bien même laisse entière la question de la stratégie du rassemblement qui doit être entièrement repensée.

Pour avancer dans la réalisation de ce projet novateur, nous avons besoin d'une stratégie adaptée. Le caractère de celui-ci, sa capacité à répondre aux attentes du monde du travail, de toutes celles et de tous ceux qui aspirent à un nouvel élan national, fournissent la base d'un large rassemblement de toutes les forces de progrès. Il s'agit de s'adresser d'abord à toutes les forces de gauche qui veulent prendre leurs responsabilités dans la gestion sans se limiter au ministère de la parole. Nous devons leur proposer de dépasser l'expérience de la "gauche plurielle" dont nous avons vu les limites pour aller vers une alliance solide et durable autour d'un pacte politique fédérateur. Nous proposons, dès la fin du congrès que des discussions s'engagent avec les organisations les plus proches de nous d'abord, à savoir le PRG et le MRC qui y est prêt pour bâtir un premier cercle dont les contours seront à définir ensemble.

Si chemin faisant, des forces situées hors de ce premier cercle se sentent concernées par ce combat, la porte devrait être ouverte mais par un débat clair et loyal sur les projets, les propositions. En effet, nous avons sans doute souffert que la stratégie d'alliance n'ait pas été explicite ni explicitée lors de la dernière présidentielle. Que les conditions de la réalisation de l'unité d'action de la gauche et au-delà ne soient pas aujourd'hui réunies n'empêche pas d'en ouvrir la perspective et de saisir toutes les opportunités d'avancer. Le Parti socialiste assumera ainsi sa responsabilité de force principale de la gauche, de pôle central du regroupement de celle-ci et d'animation de son combat.

Appel au débat !

Notre Congrès vient après une troisième défaite aux présidentielles. En déposant cette contribution générale au congrès de Reims, nous avons fait le choix de ne pas en discuter les raisons conjoncturelles, mais de dire les causes structurelles qui peuvent faire, si nous n'y répondons pas qu'il ne reste à la gauche que l'étendard de la protestation ou du pouvoir local.

Venant d'horizons et de parcours différents, nous proposons une démarche ouverte, mais exigeante. C'est pourquoi, nous n'avons pas voulu éluder les questions dont on nous dit qu'elles sont tellement importantes qu'il faut les repousser à plus tard ! **Le Parti Socialiste doit parler, à nouveau, aux Français et parler d'une seule voix. L'enjeu est de redonner espoir à ceux qui cherchent une issue à la crise politique, à la déréglementation des droits sociaux, à la négation des libertés publiques.** C'est pourquoi, nous lançons un appel pour que chacun se saisisse en toute liberté et en toute fraternité de ce débat et le pousse jusqu'à son terme. C'est à ces conditions que nous réussissons le congrès de Reims.